

■ Un groupe de chasseurs vient de signer une lettre appelant à l'interdiction et à la réforme de certaines pratiques.

■ Ces chasseurs s'écartent ainsi de la position tenue par le Royal Saint-Hubert Club de Belgique (RSHCB).

Des chasseurs dénoncent des dérives de la chasse

L'avenir de la chasse devrait bientôt être abordé au gouvernement wallon. Elio Di Rupo (PS) a en effet demandé au ministre Willy Borsus (MR), qui compte la chasse parmi ses attributions, de dresser un état des lieux des pratiques cynégétiques et des pistes d'améliorations. C'est dans ce contexte qu'une quarantaine de personnes issues du monde de la chasse ont décidé d'adresser un courrier au ministre pour dénoncer certaines pratiques jugées "inacceptables", comme les lâchers massifs de volatiles ou le nourrissage artificiel de grand gibier. Une démarche inédite mais jugée nécessaire par ce groupe, qui estime que l'avis du Royal Saint-Hubert Club (RSHCB) ne devrait pas être le seul à être pris en compte.

"On a agi dans l'urgence", explique Éric André, lui-même membre du RSHCB, l'une des personnes à l'origine de l'initiative. "On s'est dit qu'on devait bouger parce que des mesures vont être prises et que l'on veut être parties prenantes et faire entendre notre voix. On veut défendre une chasse responsable, naturelle et éthique", ajoute-t-il, las que tous les chasseurs soient mis dans le même sac.

En dénonçant certaines dérives, le groupe espère pouvoir redorer le blason des chasseurs: "La pression des anti-chasse augmente et c'est aussi pour ça que nous sommes intervenus. Plus on attend pour balayer devant notre porte et plus on persiste à défendre l'indéfendable, plus on met de l'eau au moulin des anti-chasse."

Compromis à la belge

Les signataires de la lettre se présentent comme des chasseurs exerçant ou ayant exercé une ou plusieurs fonctions dans des associations parties prenantes de la ruralité (RSHCB, conseils cynégétiques, etc.). Ils plaident pour qu'un dialogue ait lieu entre les différents acteurs concernés par la politique cynégétique. Selon eux, tous doivent "s'unir et guider leurs actions dans un but unique, à savoir celui de l'harmonie/équilibre faune-flore de la ruralité dans son ensemble".

Le courrier est donc le fruit d'un "compromis à la belge", explique Éric André. "C'est l'émanation de plusieurs tendances, visions et conceptions de la nature. Il faut que tous les signataires y trouvent leur compte."

Le nourrissage excessif et les lâchers massifs dans le viseur

Les auteurs de la lettre se sont accordés pour dé-

noncer plusieurs pratiques qui, selon eux, "conduiront nécessairement à la perte de l'art cynégétique et à la destruction de la biodiversité". Dans le viseur: les abus liés au nourrissage du grand gibier, la surdensité de cerfs et le lâcher massif d'oiseaux de tir. Cette pratique avait récemment fait débat après la découverte de plusieurs foyers de grippe aviaire chez des faisans relâchés pour servir de petit gibier. "Outre les aspects sanitaires et les conséquences en matière de biodiversité, nous pensons que l'assimilation d'une activité de tir sur cibles vivantes à de la chasse est très dommageable à l'image de cette dernière et devrait être interdite au plus vite", souligne le courrier, estimant que cette pratique est "à l'opposé de réintroductions en vue de repeuplement".

Quant au nourrissage artificiel du grand gibier (en particulier des sangliers), si les signataires reconnaissent que cette méthode peut s'avérer indispensable pour empêcher les dégâts aux cultures, ils estiment que ce nourrissage dissuasif sert "de faux nez à des pratiques qui ont pour seul but de maintenir des densités de gibier allant bien au-delà de la capacité naturelle d'accueil du milieu". Ils jugent "indispensable de limiter la possibilité de nourrir" et plaident aussi pour une adaptation de la loi sur l'indemnisation des dégâts de grand gibier, obsolète à leurs yeux.

"On ne veut la tête de personne"

Les points abordés n'ont rien de neuf, puisqu'ils font débat depuis une quinzaine d'années – et pas seulement dans les associations anti-chasse. L'initiative a pourtant de quoi surprendre. Elle témoigne de profonds désaccords au sein du Royal Saint-Hubert Club, présidé par Benoît Petit, l'association défendant officiellement toujours ces pratiques. Pourtant, Éric André insiste: "On ne veut la tête de personne. Ce qu'on souhaite, c'est de cesser de défendre toutes les chasses sous prétexte qu'elles sont légales. Légalité ne veut pas dire éthique." À travers la lettre, le groupe propose donc de faire évoluer les choses à travers des modifications légales pour mettre fin à ce qu'ils considèrent être des abus.

"Notre groupe a lancé un pavé dans la mare, reconnaît Éric André. On nous dit que l'on divise le monde de la chasse. Ce n'est pas notre souhait, mais il a fallu que l'on s'exprime autrement puisqu'on n'arrivait pas

à se faire entendre au sein de notre association". Selon lui, il y a 80% de bonnes choses au Saint-Hubert Club, 10% à améliorer et 10% qui ne vont pas. "Le RSHCB reste accroché à ces 10% qui ne vont pas et on ne comprend pas. Honnêtement, on ne comprend pas", déplore notre interlocuteur.

Il assure avoir reçu de nombreux retours positifs de la part de chasseurs suite à l'envoi du courrier. "Je peux vous garantir qu'une majorité est dans le même esprit. Je suis convaincu qu'il n'y a pas 10% des chasseurs qui sont d'accord avec ces pratiques", lance-t-il, invitant les chasseurs qui partagent leur opinion les soutenir. "Notre voix n'en aura que plus de poids".

Le groupe affirme rester ouvert à des discussions en interne, l'idéal étant "des propositions concertées".

Les représentants de la chasse "unis et solidaires"

"C'est tout à fait normal, dans toute association ou activité qu'il y ait des avis divergents", tempère de son côté Benoît Petit, le président du RSHCB, qui y voit une marque de démocratie saine. Il rappelle que la lettre n'a été signée que par une "très petite mi-

norité" de chasseurs. "Nous avons 12000 membres qui nous font confiance. J'ai été inondé de retours de personnes qui disant qu'ils continuaient de faire confiance à toutes les associations représentatives de la chasse", insiste-t-il. Selon lui, les RSHCB et les autres associations concernées telles que la Fédération des chasseurs au grand gibier de Belgique, la délégation belge du Comité international de la chasse, l'Amicale des chasseurs de Wallonie et l'Association des gardes particuliers de la Région Wallonne sont "unies et dans un front solidaire". "Nous défendons et partageons exactement les mêmes axes", conclut Benoît Petit. "Nous sommes profondément progressistes. Le respect de l'animal et du milieu dans lequel il vit, il n'y a que ça qui compte".

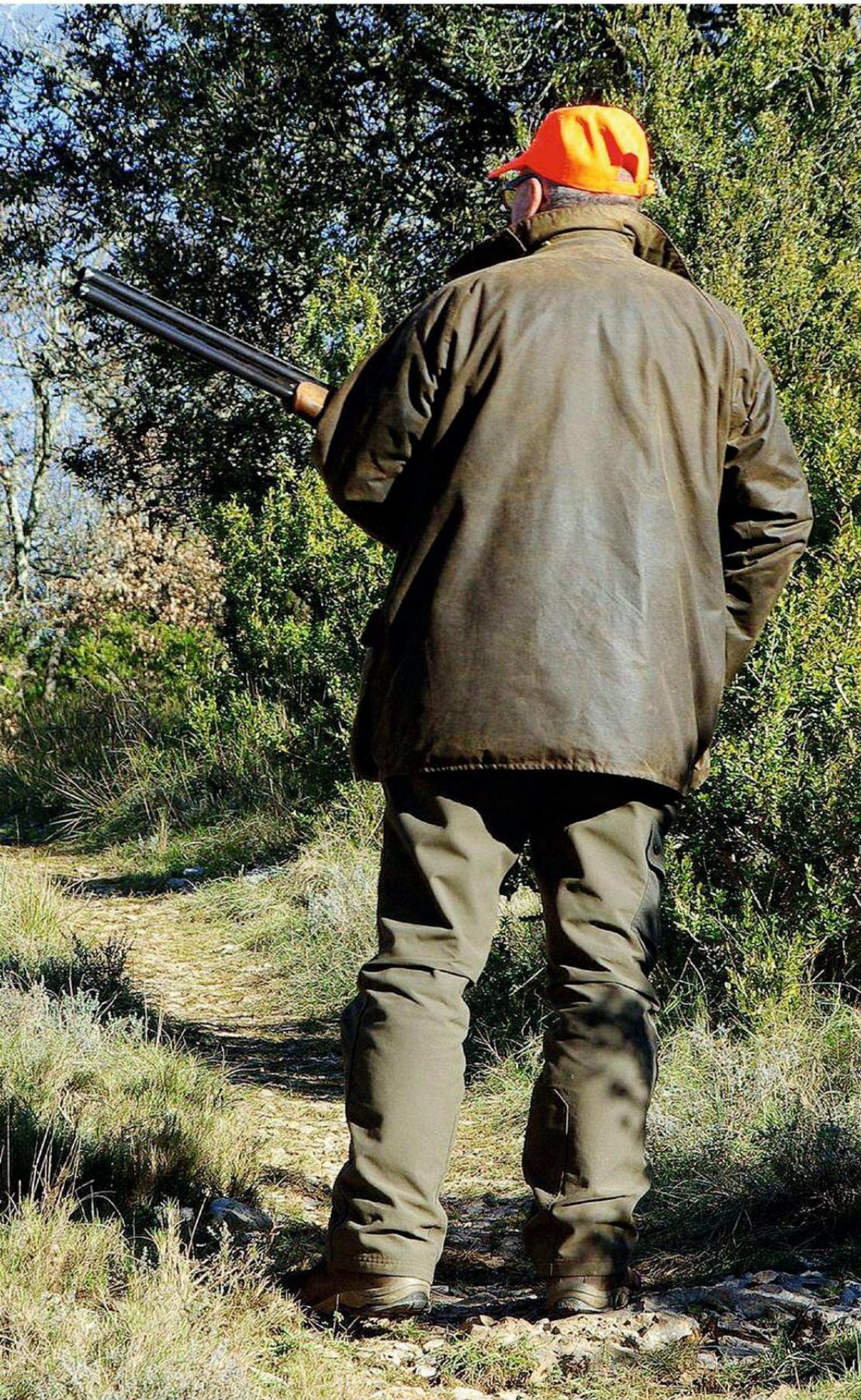
La lettre des chasseurs a été saluée par le collectif "Stop aux Dérives de la Chasse". Dans un communiqué, le collectif s'est réjoui ce lundi que certains chasseurs "s'impliquent pour une chasse plus éthique". Le collectif a toutefois rappelé qu'il allait pour sa part plus loin que les revendications de ce groupe et demandait l'arrêt total de tout nourrissage et de tout lâcher de petit gibier pour le tir.

Aurélié Demesse

"On n'arrivait pas à se faire entendre au sein de notre association."

Éric André

Membre du Royal Saint-Hubert Club de Belgique et signataire de la lettre



Une quarantaine de chasseurs ont signé la lettre qui dénonce des dérives.

EN BREF

Alimentation

Néonicotinoïdes : l'UE abaisse les niveaux autorisés

La Commission européenne a adopté des règles abaissant les limites autorisées pour la présence résiduelle dans les aliments, y compris importés, de deux pesticides néonicotinoïdes qui ont été bannis dans l'UE, accusés d'accélérer le déclin massif des abeilles et suspectés d'impact sur la santé. "Les nouvelles règles abaisseront les limites maximales de résidus du clothianidine et du thiaméthoxame au niveau le plus bas pouvant être mesuré avec les dernières technologies disponibles", a indiqué l'exécutif européen. (Belga)

Biodiversité

Un loup tué sur la N74 dans le Limbourg

Un loup a de nouveau été tué sur la N74 près d'Hechtel-Eksel, dans le Limbourg. "C'est la troisième fois que cela se produit sur cette route fort fréquentée", signale le Centre d'aide à la nature d'Oudsbergen. Le canidé renversé jeudi était un mâle. "Nous espérons que des mesures seront prises rapidement, à la fois pour les conducteurs mais aussi pour les loups et les nombreux renards, cerfs, sangliers qui sont fréquemment percutés sur cette route très fréquentée", a insisté le Centre. (Belga)

Santé animale

La grippe aviaire détectée à Bruxelles

La grippe aviaire a été détectée par l'institut de Santé publique Sciensano chez quatre mouettes rieuses. Celles-ci ont été retrouvées mortes dans les communes bruxelloises d'Anderlecht, Forest et Laeken. L'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire recommande fortement, et dans la mesure du possible, la protection préventive des poulets et des oiseaux. Le virus est très contagieux pour les oiseaux et peut être transmis aux mammifères, comme dans le cas d'un renard se nourrissant d'oiseaux malades ou morts. (Belga)